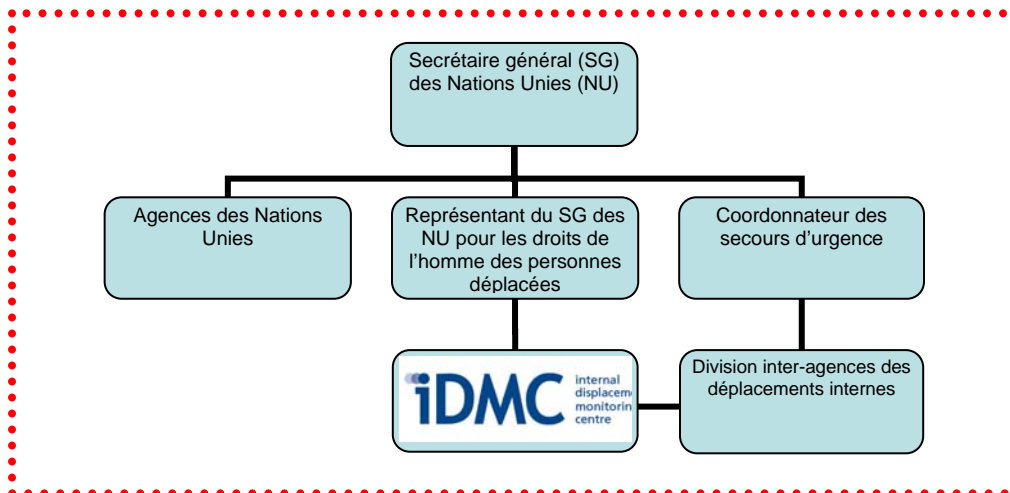


La réponse concertée aux situations de déplacement interne

Si le HCR est l'organisation des Nations Unies responsable de l'assistance et de la protection des réfugiés, il n'existe pas d'organisation unique responsable des personnes déplacées au niveau opérationnel. Etant donné l'ampleur et la nature des déplacements internes, les Nations Unies ont choisi *une réponse concertée*, en prenant acte du fait que les besoins des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (« personnes déplacées ») dépassent les capacités d'une seule organisation. *Une réponse concertée* est une réponse à laquelle toute une série d'acteurs, y compris les gouvernements, les Nations Unies et les ONG, coopèrent pour répondre aux besoins des personnes déplacées sur la base de leurs mandats et de leurs domaines d'expertise respectifs.

Rôles et responsabilités au niveau des sièges



Coordonnateur des secours d'urgence (ERC)

- Le ERC assure la coordination des actions des agences des Nations Unies en matière de protection et d'assistance aux personnes déplacées.
- Il lui incombe de plaider en faveur de la protection et de l'assistance, de mobiliser les ressources, de fournir des informations globales sur les personnes déplacées et de s'assurer que les mécanismes mis en place sur le terrain reçoivent le soutien adéquat.
- Lorsque cela s'avère nécessaire et approprié, le ERC signale des problèmes concernant des personnes déplacées au Secrétaire général et au Conseil de sécurité des Nations Unies.

Division inter-agences des déplacements internes (IDD)

La Division a été créée dans le but d'aider le ERC à apporter une réponse prévisible et concertée aux problèmes de déplacement interne. Elle aide les organisations internationales sur le terrain à élaborer et affiner des stratégies en matière de personnes déplacées et à s'assurer de leur mise en oeuvre effective, notamment au niveau de la répartition des tâches. La Division est basée à Genève, en Suisse, et forme une petite équipe composée d'environ vingt professionnels.

Pour plus d'informations sur la IDD, consultez : <http://www.reliefweb.int/idp/>

Représentant du Secrétaire général pour les droits de l'homme des personnes déplacées

Le Représentant du Secrétaire général pour les droits de l'homme des personnes déplacées, Walter Kälin, a été désigné à la demande de la Commission des droits de l'homme. Son mandat consiste à dialoguer avec les gouvernements et d'autres acteurs et à défendre les droits des personnes déplacées auprès d'eux, à renforcer la réponse internationale aux déplacements internes et à intégrer les droits de l'homme dans l'ensemble du système des Nations Unies. Ses activités comprennent des activités de promotion et de diffusion des droits énoncés dans les Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays, en effectuant des visites dans les pays, en attirant l'attention des gouvernements et d'autres acteurs sur certaines situations de déplacement interne, en soutenant des séminaires nationaux et régionaux, en coopérant avec les agences et les services des Nations Unies, en entreprenant des recherches sur des questions relatives aux droits de l'homme des personnes déplacées et en présentant des rapports annuels à la Commission des droits de l'homme et à l'Assemblée générale.

Pour plus d'informations sur le Représentant du Secrétaire général pour les droits de l'homme des personnes déplacées, consultez :

<http://www.ohchr.org/english/issues/idp/index.htm>

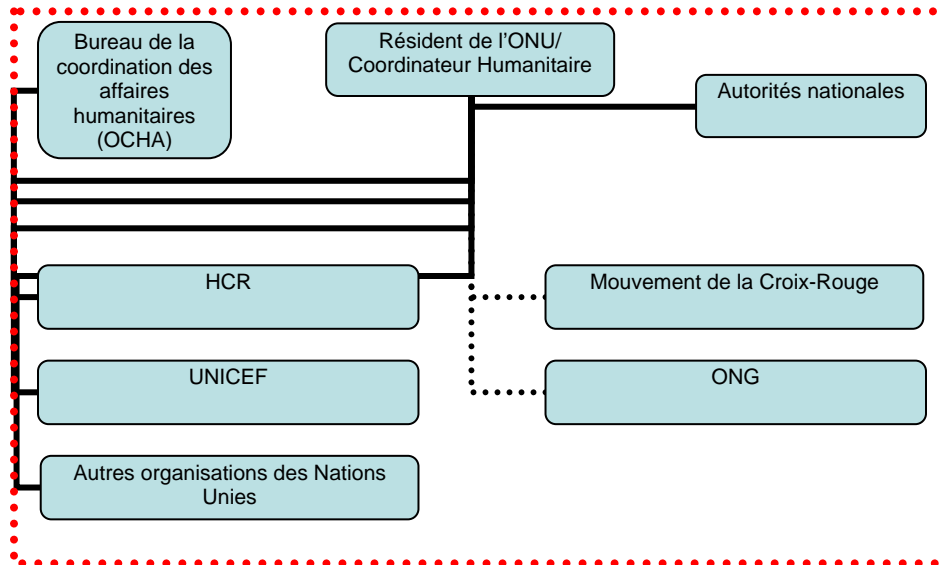
L'Observatoire des Situations de Déplacements Internes (IDMC) du Conseil norvégien pour les réfugiés (Norwegian Refugee Council)

Le Global IDP Project du Conseil norvégien pour les réfugiés soutient le travail du Représentant pour les droits de l'homme des personnes déplacées et de la Division inter-agences des déplacements internes en collectant des informations relatives à toutes les situations de personnes déplacées dans le monde et en organisant des ateliers de formation pour renforcer les capacités des acteurs onusiens sur le terrain, sur la base d'un mémorandum d'accord tripartite signé avec ces deux institutions.

Pour plus d'informations sur la base de données du Global IDP Project et les activités de formation du IDMC, consultez : <http://www.internal-displacement.org>



Rôles et responsabilités sur le terrain



Responsabilité première des Etats

La responsabilité première en matière de protection et d'assistance aux personnes civiles victimes de déplacements internes incombe aux autorités nationales des pays concernés. Cependant, la capacité et/ou la volonté des autorités à assumer leurs responsabilités est souvent insuffisante, voire inexistante. Dans ces circonstances, la communauté internationale doit soutenir et compléter les efforts du gouvernement et des autorités locales. L'ampleur et la complexité des déplacements internes exigent une réponse à multiples facettes ainsi que la participation active d'organisations faisant ou non partie du système onusien, et possédant une expertise et des ressources particulières, parmi lesquelles les communautés déplacées, les communautés d'accueil et la société civile.

Coordinateur Humanitaire et/ou Coordinateur Résident (CH et/ou CR)

Le CH et/ou CR (une ou deux personnes, selon le pays) est responsable de la coordination stratégique des activités de protection et d'assistance aux personnes déplacées et de la négociation d'un accès humanitaire sans restrictions. Ceci implique notamment de s'assurer que les besoins humanitaires sont correctement comblés avant, pendant et après une situation d'urgence et de plaider en faveur de l'assistance et de la protection des personnes déplacées.

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA)

Pour soutenir les efforts du CH et/ou du CR et de l'équipe de pays, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires déploie généralement une présence sur le terrain. Ses fonctions de soutien à l'égard des personnes déplacées consistent notamment à :

- Soutenir la diplomatie humanitaire ou autres négociations, visant par exemple à obtenir accès aux personnes déplacées et autres groupes vulnérables ;
- Collecter, analyser et diffuser des informations relatives aux personnes déplacées ;

- Soutenir le développement d'outils de coordination, tels que le Plan d'action humanitaire commun et l'Appel consolidé, en veillant à inclure les préoccupations relatives aux personnes déplacées ;
- Organiser et participer aux évaluations inter-agences des besoins et convoquer des forums de coordination.

Equipe de pays

L'équipe de pays est composée d'un vaste ensemble de partenaires humanitaires onusiens et autres, y compris les agences humanitaires des Nations Unies, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), les ONG internationales concernées, etc. L'équipe de pays doit également travailler en consultation avec le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge représenté par le CICR et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

Comité international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (CICR) et mouvement de la Croix-Rouge

Le CICR est une organisation neutre, impartiale et indépendante qui s'est vu confier la mission spécifique de fournir protection et assistance aux personnes victimes de conflits armés, de troubles et tensions internes, y compris aux personnes déplacées. En règle générale, le CICR s'acquitte de cette mission en étroite collaboration avec les Sociétés nationales de la Croix-Rouge/du Croissant-Rouge, soutenues par leur Fédération internationale. Les Sociétés nationales ont pour mandat de prêter assistance aux personnes les plus vulnérables dans leur propre pays, y compris les personnes déplacées, et sont souvent les premières et uniques organisations à être présentes au début d'une catastrophe.

Organisations non gouvernementales (ONG)

Les ONG répondent aux besoins de protection et d'assistance des personnes déplacées et des autres personnes vulnérables, sur la base de leur mandat et de leur domaine d'expertise. Elles peuvent également jouer un rôle précieux pour soutenir la mise en œuvre d'une réponse concertée. Elles peuvent, par exemple :

- Collecter et fournir des informations au CR/CH des Nations Unies, aux autres organisations concernées dans l'équipe de pays et aux donateurs sur les besoins de protection et d'assistance des personnes déplacées dans les zones d'intervention des ONG, ainsi que sur les capacités de réponse des ONG ;
- Participer aux consultations sur les questions relatives aux personnes déplacées sous la direction du CR/CH des Nations Unies et contribuer à l'élaboration d'un plan stratégique national pour les personnes déplacées, si possible au moyen d'un forum de coordination pour les ONG nationales et/ou internationales ;
- Soutenir la mise en œuvre d'un plan stratégique national pour les personnes déplacées conforme aux principes humanitaires et aux codes de conduite, ainsi qu'aux Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays ;
- Surveiller la mise en œuvre de la réponse concertée par le CH/CR des Nations Unies et l'équipe de pays, notamment l'engagement des organisations de l'équipe de pays et la réalisation des activités prévues ;

- Plaider pour que les personnes déplacées participent à toutes les phases de la réponse internationale, notamment la planification, la mise en oeuvre et l'évaluation.

Responsabilité sectorielle

Au cours de l'été 2005, le Coordinateur des secours d'urgence a recommandé la mise en place d'un système de **responsabilités sectorielles** afin de renforcer la méthode de réponse concertée. La responsabilité sectorielle apportera prévisibilité et responsabilité dans la réponse aux situations de déplacements internes. Les groupes de travail sectoriels suivants ont été constitués et sont dirigés par une agence des Nations Unies chef de file :

Secteur	Agence onusienne responsable du secteur
Gestion des camps et coordination	HCR
Télécommunications d'urgence	OCHA
Premiers soins	PNUD
Abris d'urgence	HCR
Santé	OMS
Logistique	PAM
Nutrition	UNICEF
Protection	HCR/UNICEF/Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
Eau et assainissement	UNICEF

Ces groupes de travail sectoriels devraient être mis en place au niveau du pays sous la coordination globale du Coordinateur Résident/Humanitaire. Toutes les organisations, y compris les ONG, devraient participer aux activités des groupes de travail sectoriels en fonction de leur mandat et de leur capacité.

Au niveau du pays, l'organisation sectorielle chef de file prendra toutes les mesures nécessaires, dans le respect des normes communément acceptées, pour mener des actions humanitaires opportunes, adéquates et effectives ayant l'impact requis dans le secteur spécifique concerné. Les organisations sectorielles chef de file sont responsables de a) la prévision des actions pour l'analyse des besoins, la fixation des priorités et l'identification des lacunes dans le secteur, b) la vérification et le suivi des engagements du groupe pour contribuer à répondre aux besoins et à combler les lacunes, c) le soutien à des mécanismes par lesquels le groupe dans son ensemble et les différents participants évaluent tous deux leur performance et font leur travail de manière effective.

Texte adapté de :

Comité permanent interorganisations (IASC), Implementing the Collaborative Response to Situations of Internal Displacement, septembre 2004

URL

<http://www.reliefweb.int/idp/docs/references/IASC%20Policy%20Package%202004r1.pdf>

"Strengthening Humanitarian Response", projet de déclaration des auteurs du IASC, 12 septembre 2005